

Iran : un nouveau soulèvement populaire

Début des mobilisations

Les récentes mobilisations en Iran ont débuté le dimanche 28 décembre par une grève de commerçants du bazar de Téhéran, face à la chute vertigineuse de la monnaie nationale et à l'hyperinflation rendant l'activité économique imprévisible. Elles se sont rapidement étendues aux étudiant·e·s et aux classes populaires dans de nombreuses villes, exprimant un rejet général de la pauvreté, des inégalités sociales extrêmes et de la tyrannie.



Riposte du pouvoir

Le gouvernement a cherché à apaiser les protestataires du bazar par des concessions fiscales, tout en fermant les universités contestataires et en renforçant la répression et les dispositifs sécuritaires contre la jeunesse et les classes populaires mobilisées. Mais le mouvement se poursuit, touchant au moins 88 villes, en particulier des petites et moyennes, tandis que certaines grandes métropoles connaissent également des mobilisations dans certains quartiers.

Au neuvième jour de cette mobilisation, plus d'un millier de personnes ont été arrêtées, dont de nombreux·ses adolescent·e·s, et au moins trente-six manifestants, dont deux adolescents, ont été tués. Deux membres des forces de répression sont également morts.

Colère sociale profonde

Les jeunes, et notamment les étudiant·e·s, forment le cœur de ces mobilisations, avec une participation notable des habitant.e.s des petites villes défavorisées, durement touché.e.s par l'inflation, la chute de la monnaie nationale et la hausse des prix.

Cette mobilisation reflète une colère sociale profonde et durable, issue de décennies d'injustices, de précarité et de répression, et non d'une simple fluctuation monétaire. L'aggravation des inégalités et de la pauvreté résulte d'une crise structurelle du système politico-économique iranien, renforcée par les sanctions internationales, une gouvernance marquée par la corruption et le clientélisme, ainsi que par les politiques menées par la République islamique.

Face à ces mobilisations, les autorités répondent par la répression, les arrestations massives et la violence. Toutefois, l'expérience des mouvements de 2017, 2019 et 2022 montre que cette stratégie n'a jamais permis d'imposer durablement la soumission. Les protestations actuelles s'inscrivent ainsi dans une continuité de contestations récurrentes.

Des tentatives d'instrumentalisation et leurs conséquences

Les États-Unis et Israël ont tenté d'instrumentaliser ces mobilisations dans le contexte de leur conflit avec la République islamique, sous prétexte de "défendre le peuple iranien", malgré leur rôle dans des violences inouïes contre des civils dans la région et au-delà.

Enfin, les déclarations récentes des dirigeants américains et israéliens, ainsi que des services de renseignement, ont fourni à la République islamique un prétexte supplémentaire pour intensifier la répression, justifier les arrestations et accuser les manifestant·e·s d'agir pour des intérêts étrangers.

Dans le même temps, Reza Pahlavi, "l'héritier de la couronne", et ses soutiens réactionnaires, favorables à une intervention militaire étrangère, ont tenté de se présenter comme une alternative politique pour « libérer » l'Iran. Ils ont même manipulé des vidéos et falsifié des slogans de manifestations afin de présenter le fils de l'ancien Chah comme un leader populaire. Ces manœuvres ont discrédiété le courant monarchiste et renforcé le rejet des manifestant·e·s, qui réaffirment leur refus de toute tutelle ou autorité imposée.

Perspectives et Solidarité

Quant aux mobilisations populaires, il est difficile de prévoir leur durée ou leur capacité à faire reculer le pouvoir ; d'autant qu'elles ne sont pas encore entrées dans une phase politique structurée, malgré les slogans radicaux tels que « mort au dictateur », et qu'aucune alternative politique crédible n'existe. Cette colère répandue ne pourra se transformer en force efficace que par la convergence du mouvement de protestation générale et des luttes dans les lieux de travail, les quartiers populaires et les universités.

Toutefois, la jeunesse et les classes populaires d'Iran méritent le soutien international des forces sociales et politiques solidaires dans leurs luttes contre la vie chère, les injustices sociales et la tyrannie.